TERMES DE RÉFÉRENCE

Projet LANDJA

« *Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale*»

« Appel à manifestation d'intérêt d'une OSC locale de mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des dina et de la justice formelle par les Réseaux des jeunes »

Zone cible:

Haute Matsiatra, Sofia, Menabe, Atsimo Andrefana, Anosy, Androy, Atsimo Atsinanana et Ihorombe

Résultat du projet	**Référence Prodoc**
Résultat 3 : **La confiance des communautés à l'égard des Dina et du système de justice formel et les droits des justiciables dont les populations vulnérables sont renforcées grâce à l'opérationnalisation au niveau des collectivités d'un mécanisme de contrôle citoyen (CC) de ces systèmes de justice**	**Produit 3.2:** Les mécanismes de contrôle citoyen des systèmes de justice traditionnels et formels sont opérationnels et pérennes
	Activité 3.2.2 : Accompagner la mise en œuvre par les réseaux des jeunes OBS-Mada des mécanismes de contrôle citoyen des Dina et de la justice formelle

Maison Commune des Nations Unies Zone Galaxy,
Rue du Dr Raseta Andraharo
Antananarivo 101 - Madagascar
+261 38 13 371 45
landjaproject@gmail.com

I. CONTEXTE

Madagascar bénéficie du fonds du relèvement pour la consolidation de la paix (PRF) du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF). Cet appui concerne le financement d'un projet qui s'intitule « Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale » qui est mis en œuvre sur une période de 36 mois à partir d'Octobre 2023.

Dans le cadre de ce projet, le PNUD, HCDH et MSIS Tatao souhaitent contribuer à accroître la confiance des populations à l'égard des institutions étatiques à travers l'instauration de mécanismes de redevabilité transparents et un accès à la justice plus équitable, notamment par l'appui aux systèmes de justice traditionnelle qui sont plus accessibles à la plupart de la population, surtout rurale, pour favoriser une justice plus inclusive et respectueuse des principes de l'État de droit et des droits humains..

Pour ce faire, le projet vise à « professionnaliser » et harmoniser l'élaboration et l'application des Dina conformément à la législation en vigueur, contribuant à assurer la complémentarité entre les mécanismes de justice traditionnelle et formelle. Il vise aussi à renforcer les capacités des populations, des communautés à devenir actrices de la promotion de l'État de droit, de la lutte contre l'impunité et de la protection des droits humains dont ceux des populations vulnérables.

Ainsi, intervenant à la fois sur les mécanismes de justice traditionnelle et formel, le projet compte :

(i) Contribuer au renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques concernés par les mécanismes de justice traditionnelle, en vue d'un meilleur respect de la législation en vigueur, des normes et standards internationaux des droits humains, et une meilleure sensibilité au genre.

(ii) Rapprocher les mécanismes de justice et de prévention et de gestion des conflits traditionnels aux mécanismes formels pour en assurer la complémentarité, alliant ainsi les atouts des mécanismes traditionnels et ceux des mécanismes étatiques, garantissant ainsi l'accès à la justice et la protection des droits des populations vulnérables et

(iii) Rendre opérationnels au niveau local des mécanismes de contrôle et de redevabilité des systèmes de justice, de prévention et de gestion des conflits traditionnels et formels, de manière inclusive.

MSIS Tatao, dans le cadre de ce projet, assurera la coordination de la mise en œuvre du Résultat 3 notamment des Produits 3.1. et 3.2 relatifs à la mise en œuvre du contrôle-citoyen des actions publiques auprès des Dina et de la justice formelle.

A cet effet, et afin de pouvoir mener à bien ces activités, MSIS Tatao va renforcer ses collaborations avec les OSCs membre du Réseaux des jeunes OBS Mada par région d'intervention (voir ci-dessus), répondant aux profils mentionnés dans ce TDR pour assurer en coordination avec l'équipe MSIS Tatao du projet LANDJA et l'OSC Nationale Partenaire, pour la mise en oeuvre sur terrain des activités de contrôles citoyens des actions publiques au niveau de la justice formelle et traditionnelle.

II. OBJECTIF GENERAL

L'OSC locale choisie assurera à partir de la stratégie globale du CCAP, de rendre opérationnel et pérenne le mécanisme de contrôle citoyen auprès des dina et de la justice formelle par les Réseaux des Jeunes au niveau de la Région d'intervention.

III. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Spécifiquement, il s'agit de :

- Renforcer les capacités techniques, de gestion et organisationnelles du Réseau des jeunes en tant qu'acteurs engagés dans la mise en œuvre du CCAP
- Coordonner et planifier la mise en œuvre du mécanisme de contrôle citoyen auprès des Dina et de la Justice Formelle avec les Réseaux des Jeunes au niveau de sa Région d'intervention.
- Accompagner la mise en œuvre du CCAP par les membres du Réseau des Jeunes au niveau de la Région d'intervention
- Assurer le suivi et le rapportage des activités CCAP réalisées par ces jeunes membres des réseaux des jeunes.
- S'engager à la pérennisation de la pratique de contrôle citoyen au niveau de leur région respectif

IV. RÉSULTATS ATTENDUS

Les interventions du Réseau des Jeunes OBS Mada visent à promouvoir l'engagement de tous les acteurs et parties prenantes au contrôle citoyen auprès des systèmes de justice traditionnelle et formelle.

Pour ce faire, ci-dessous les principaux résultats qui seront attendus :

- Le Réseau des jeunes et ses membres disposent des capacités organisationnelles nécessaire pour mener à bien sa mission
- Les membres du Réseau sont formés sur le mécanisme et les outils de mise en œuvre du CCAP auprès des Dina et de la justice formelle.
- Les Acteurs des dina et de la justice formelle sont identifiés et engagés dans la mise en œuvre du CCAP et la mise en œuvre des recommandations qui en découleront.
- Les résultats des CCAP dina et CCAP Justice formelle sont analysés et capitalisés en vue du développement du plan de renforcement des acteurs
- Le suivi et rapportage périodique des activités engagées sont effectués selon le calendrier convenu dans le processus CCAP
- La pérennisation du pratique de CCAP au delà des interventions du projet

V. INDICATEURS DE RÉSULTATS

Indicateurs spécifiques :

Les évidences par rapport à la mise en œuvre des campagnes CCAP;

- Document témoignant l'Engagement effective des acteurs (KMD, FDS, CTD et STD,…) dans le processus de mise en œuvre du Contrôle Citoyen auprès des Dina ;
- Base de données des jeunes/associations de jeunes et autres acteurs cibles sensibilisés sur les concepts clés liés à la mise en œuvre du Contrôle Citoyen, la démocratie et la justice formelle et d'autres thématiques pertinentes à la consolidation de la paix ;
- Document témoignant des succès dans la mise en œuvre du PCEC (illustration photos et vidéos).

Indicateurs du Projet :

- Indicateur 3 a : Pourcentage des localités des zones d'intervention (communes, districts) où le système de contrôle citoyen des Dina est opérationnel;
- Indicateur 3.1.1 : Nombre de Dina et de services de justice formelle ayant été évalués avec le mécanisme/outils CCAP mis à jour dans les zones d'intervention.;
- Indicateur 3.1.2 : Proportion de jeunes et de femmes ayant participé dans la définition du mécanisme/outils CCAP au niveau Dina et services de justice formelle mis à jour;
- Indicateur 3.2.1 : Pourcentage de décisions des Comités Exécutifs des Dina exemptes de dispositions contraires à la législation et aux normes des droits humains (y compris les discriminations basées sur le genre);
- Indicateur 3.2.2 : Nombre de jeunes (h/f) et de femmes ayant été impliqué dans la mise en œuvre du mécanisme/outils CCAP au niveau Dina et services de justice formelle.

VI- MÉTHODOLOGIE ET ACTIVITÉS :

A travers un accord de subvention entre les parties, l'«OSC locale/régionale de mise en œuvre du mécanisme CCAP » sera appuyé par MSIS Tatao et l'OSC partenaire au niveau national pour renforcer le Réseau des jeunes à conduire le CCAP pour une période d'une année (1 an) renouvelable après évaluation des résultats d'intervention.

Les principales activités prévues :

- Participer aux différents renforcements de capacité et réunion technique pour la mise en œuvre du Projet
- Assurer le contact et la mobilisation des autorités locaux concerné par la mise en œuvre du CCAP
- Organiser et assurer la mise en œuvre du mécanisme CCAP au niveau des prestataires, bénéficiaires et usagers de la justice formelle et traditionnelle (visite de courtoisie auprès des autorités, des prestataires de la justice formelle et traditionnelle, engagement des cibles du CCAP, évaluation des acteurs concernées, analyse des résultats de l'évaluation, tenu des réunions d'interface, élaboration du plan de renforcement, création du comité de suivi du plan
- de renforcement, diffusion des résultats de l'évaluation, collecte des informations et de suivi, …)
- Assurer la relation constante, la collaboration et complémentarité avec les acteurs du Projet au niveau de sa Région d'intervention : OSC locale de mise en œuvre du PCEC, ODH, Comité de Paix, VNU, IRF Tanora, RAM, …
- Assurer la disponibilité des rapports périodiques liés à la mise en œuvre de l'activité : rapport, fiche de collecte des indicateurs, évidence, … et tout autres activités connexes en rapport avec son intervention
- Participer aux activités du Projet LANDJA et ses partenaires dans les zones d'intervention considérées

La proposition technique (méthodologie, activité, chronogramme, …) détaillée proposée par le Réseau doit respecter le canevas fourni par MSIS Tatao.

VII. LIVRABLES ATTENDUS :

- Rapport de formation de l'équipe de mise en œuvre au niveau de la Région d'intervention
- Planning de réalisation des activités prévues
- Rapport de réalisation des étapes/processus de mise en œuvre du mécanisme
- Plan de renforcement de capacité après le CCAP
- Rapport technique et financier périodique
- Rapport de suivi des activités et les indicateurs

- Les évidences collectées (photos, fiche de présence, …) utilisés durant la mise en œuvre du PCEC

Les dates et modalités de soumission de ces livrables seront définies conjointement avec MSIS-Tatao à partir du chronogramme proposé par l'OSC locale ou le réseau des jeunes sélectionné.

VIII. BUDGET

Le budget alloué à la réalisation des activités prévues sera fixé après validation de l'offre technique proposée par le Réseau.

IX. PROFIL DE L'OSC

Les profils cités ci-dessous seront exigés au Réseau des jeunes OBS Mada de chaque région (selon le canevas mis à disposition du Réseau):

- Réseau des jeunes ayant un siège au niveau de la Région d'intervention
- Réseau des jeunes formel avec des évidences sur sa situation.
- Réseau ayant déjà des expériences et des références dans le domaine de la promotion du contrôle citoyen- engagement communautaire- au niveau des régions/districts cibles du projet ;
- Ayant une bonne réputation et reconnu auprès de la communauté ainsi que des autorités compétentes des régions et districts cibles du projet ;
- Avoir une bonne connaissance des enjeux de la consolidation de la Paix et de la prévention des conflits à Madagascar et les défis autour du Dina/Justice Traditionnelle ;
- Avoir les moyens humains et techniques pour la mise en œuvre de la mission notamment deux Techniciens spécialistes de la mise en oeuvre de CCAP et disposant d'au moins 10 jeunes engagés (H/F) répartis dans les districts de la région concernée;
- Témoignant d'une Capacité de gestion administrative et logistique des projets de développement avec un Comptable ou Responsable Financier ;
- Capacités à démarrer des activités rapidement et de travailler sous pression même dans des contextes complexes.

Le dossier de candidature remplissant les conditions mentionnées ci-dessus est à envoyer à l'adresse mail: recrutement.msistatao@gmail.com avec comme mention en objet du mail : "Offre technique relative à la sélection de l'OSC locale, partenaire pour assurer la mise en œuvre du mécanisme CCAP de la justice formelle et traditionnelle au niveau local dans le cadre du projet LANDJA" au plus tard le 18 octobre 2024 à 17h.

X MODALITÉS DE CANDIDATURE

Les termes de référence seront lancés aux OSCs éligibles qui répondent aux profils cités ci-dessus à travers des appels à manifestations lancés auprès des OSCs. MSIS Tatao applique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme d'exploitation et d'abus sexuels. La Politique de Protection contre les Abus et Exploitations Sexuelles de MSIS Tatao s'applique également à ses partenaires, collaborateurs, fournisseurs et bénéficiaires. Le dossier de candidature doit inclure :

- Les CV des deux techniciens spécialistes assurant la coordination de la mise en œuvre du mécanisme CCAP et la gestion des aspects financiers et comptables.
- Une note explicative sur la compréhension des TDRs, une proposition technique incluant la présentation de l'approche méthodologique incluant une lettre de manifestation d'intérêt (selon le canevas mis à disposition sur demande à l'adresse landjaproject@gmail.com) ;

Adresse : MSIS-Tatao, Projet –LANDJA - Lot VB6 rue Samuel RAHAMEFY Ambatonakanga (ex CITE) – Antananarivo.